

**Ville de MONT SAINT AIGNAN**

**Analyse de la situation financière  
de la Ville**



MONT SAINT AIGNAN

**Rapport**

**Novembre 2008**

## Avant-propos

- Afin de nous permettre de réaliser l'analyse financière de la ville de MONT SAINT AIGNAN, les documents suivants nous ont été transmis :
  - Compte administratif de la commune 2006, 2007 ;
  - Budget primitif et budget supplémentaire de la commune 2006, 2007, 2008 ;
  - Compte de gestion 2006, 2007 ;
  - Compte administratif du budget annexe Centre nautique et de remise en forme Eurocéane 2006, 2007 ;
  - Budget supplémentaire du budget annexe Centre nautique et de remise en forme Eurocéane 2008 ;
  - Compte administratif du budget annexe Parc Biosciences de Normandie 2006, 2007 ;
  - Budget supplémentaire du budget annexe Parc Biosciences de Normandie 2008 ;
  - Etat de notification des taux d'imposition 2006, 2007, 2008 de la taxe d'habitation et des taxes foncières ;
  - Organigramme de la commune de MONT SAINT AIGNAN ; ...

- Les critères d'une **situation financière saine et équilibrée** :
  - Une épargne brute positive.
  - Une épargne brute correctement dimensionnée à l'encours de dette de la collectivité (c'est le solde de fonctionnement disponible pour rembourser la dette et/ou financer de nouvelles dépenses d'équipement).
    - ⇒ Ratios de référence :
      - Capacité de désendettement : seuil alarmant = 12 ans
      - Capacité de désendettement : seuil critique = 15 ans
  - Capacité de remboursement du capital des emprunts avec les Ressources propres (Épargne Brute) et les Recettes Définitives d'Investissement (FCTVA, TLE,...).
    - ⇒ Règle de l'équilibre réel du budget.

## En résumé

- L'évolution inéluctable des charges de fonctionnement bouleverse l'équilibre de la ville de Mont Saint Aignan.
- Le poids de la dette se fera de plus en plus sentir du fait de l'application par les organismes bancaires des conditions contractuelles de prêts particulièrement défavorables.
- Celles-ci étant couplées à des hypothèses réalistes (largement acceptées et généralement appliquées) d'évolution mécanique de charges d'exploitation, la ville risque d'être confrontée à un scénario strict de blocage de tout nouvel investissement.
- La situation financière de la ville, qui semblait apparemment satisfaisante en 2006 et 2007, se trouvera en sérieuses difficultés au cours des années à venir du fait de l'enclenchement d'un processus structurel de dégradation de l'épargne et par conséquent des équilibres financiers de la commune.
- En effet, dès lors où l'on neutralise les recettes à caractère strictement conjoncturel que constituent les produits exceptionnels (indemnité reçue dans le cadre d'un contentieux) et les reprises sur provisions (soit un total de 311 771 € en 2006 et de 1 111 670 € en 2007) :
  - L'épargne brute s'établit à 1,6 millions d'€ en 2007 et ne représente plus que 8,95 % des RRF.
  - L'épargne nette se contracte très sensiblement pour ne plus atteindre que 530 565 €.
  - La capacité de désendettement passe à 9 années au 31/12/2007.
- La lente et inexorable dégradation des équilibres financiers entraînera une rupture de l'équilibre budgétaire en 2011 et installera la Ville dans un déficit durable.
- Le retour (fragile) à l'équilibre budgétaire n'est dès à présent envisageable que par la mise en œuvre rapide d'une combinaison de mesures volontaristes de réduction des charges (étalement de la dette, actions sur les dépenses) et d'augmentation inévitable des recettes d'impôts.

- Il est à noter que les effets éventuels de la crise financière sans précédent que nous connaissons apportent une incertitude supplémentaire à l'analyse.

## **Analyse rétrospective – Analyse prospective**

## 1 ANALYSE RETROSPECTIVE

2006 – 2007

En 2006 et 2007, la situation financière de Mont Saint Aignan peut sembler *a priori* saine et équilibrée :

- L'épargne brute s'établit entre 12 et 14% des RRF (autour de 2,5 millions d'€).
- L'épargne nette reste largement positive (1,6 M d'€ en 2007).
- Le recours à l'emprunt est limité, malgré un programme d'investissement conséquent (près de 9 M d'€ sur les 2 exercices).
- La capacité de désendettement (ratio encours de dette / Epargne brute) est satisfaisante : elle s'établit à 5 années en 2007.

Toutefois, on observe que ces résultats, satisfaisants en apparence, masquent en réalité l'enclenchement d'un processus structurel de dégradation de l'épargne et par conséquent des équilibres financiers de la commune.

En effet, dès lors où l'on neutralise les recettes à caractère strictement conjoncturel que constituent les produits exceptionnels (indemnité reçue dans le cadre d'un contentieux) et les reprises sur provisions (soit un total de 311 771 € en 2006 et de 1 111 670 € en 2007),

- L'épargne brute s'établit à 1,6 millions d'€ en 2007 et ne représente plus que 8,95 % des RRF.
- L'épargne nette se contracte très sensiblement pour ne plus atteindre que 530 565 €
- La capacité de désendettement passe à 9 années au 31/12/2007.

## 1.1 Analyse des charges de fonctionnement

A partir des comptes administratifs, ont été réalisés les tableaux d'évolution rétrospectifs des charges de fonctionnement :

<b>En euros</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Dépenses Réelles de Fonctionnement</b>	<b>15 672 858</b>	<b>16 775 315</b>
011 - Charges à caractère général	4 199 209	4 705 748
012 - Charges de personnel	8 743 716	9 207 967
66 - Frais financiers	630 326	641 222
65 - Autres charges de gestion courante	1 876 577	1 996 613
67 - Charges exceptionnelles	8 030	8 765
68 - Dotations aux Amortissements et Provisions	215 000	215 000

- Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont augmenté de 7% entre 2006 et 2007 (+5% pour les charges de personnel ; +12% pour les charges à caractère général).
- Les charges à caractère général ont augmenté de 500 K€ en 2007, en raison notamment de frais de contentieux.
- Tout en demeurant stables (55% des DRF), les charges de personnel progressent de 500 K€ entre 2006 et 2007, soit +5,3%.

	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Dépenses Réelles de Fonctionnement</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
011 - Charges à caractère général	27%	28%
012 - Charges de personnel	56%	55%
66 - Frais financiers	4%	4%
65 - Autres charges de gestion courante	12%	12%
67 - Charges exceptionnelles	0%	0%
68 - Dotations aux Amortissements et Provisions	1%	1%

- L'importance relative des dépenses est restée stable entre 2006 et 2007.
- Les charges de personnel représentent 55% des Dépenses Réelles de Fonctionnement, ce qui est inférieur à la moyenne de la strate<sup>1</sup> (57,1%).
- La part des charges à caractère général dans les Dépenses Réelles de Fonctionnement est par contre plus importante (de l'ordre de 28% à MONT SAINT AIGNAN, la moyenne étant pour la strate de 23,9%).

<sup>1</sup> Strate : communes de 20 000 à 50 000 habitants appartenant à une Communauté d'Agglomération ou une Communauté Urbaine à TPU – Source : DGCL « Les finances des communes de plus de 10 000 habitants 2006 »

## 1.2 Analyse des produits de fonctionnement

De même que pour les charges de fonctionnement, les produits de fonctionnement sont analysés à l'aide de tableaux d'évolution rétrospectifs :

<b>En euros</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Recettes Réelles de Fonctionnement</b>	<b>17 818 916</b>	<b>19 536 152</b>
73 - Impôts et taxes hors dotations interco	10 232 783	10 688 201
Dotations Interco	294 834	355 901
74 - Dotations, subventions, participations	5 264 993	5 472 421
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 340 072	1 456 720
77 - Produits exceptionnels hors cession	51 023	826 372
78 - Reprises sur Amortissements et Provisions	260 747	285 299
Divers autres produits	374 463	451 239

- Les Recettes Réelles de Fonctionnement ont augmenté de 10% entre 2006 et 2007.
- Cette variation s'explique notamment par le montant des produits exceptionnels, qui s'élève à 826 K€ (indemnités reçues dans le cadre d'un contentieux).
- Les dotations et subventions, ainsi que les impôts et taxes (hors dotations d'intercommunalité), ont augmenté de 4%.

	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Recettes Réelles de Fonctionnement</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
73 - Impôts et taxes hors dotations interco	57%	55%
Dotations Interco	2%	2%
74 - Dotations, subventions, participations	30%	28%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	8%	7%
77 - Produits exceptionnels hors cession	0%	4%
78 - Reprises sur Amortissements et Provisions	1%	1%
Divers autres produits	2%	2%

- La part des impôts et taxes (incluant les reversements de fiscalité opérés par l'intercommunalité) dans les Recettes Réelles de Fonctionnement (57% en 2007) est voisine de celle de la strate (58,8%)<sup>2</sup>.
- Les dotations, subventions et participations représentent 28% en 2007 (29% pour la strate).
- Les produits des services, du domaine et ventes diverses constituent une part légèrement supérieure des RRF à MONT SAINT AIGNAN (7% en 2007, contre 5,7% pour la strate).

<sup>2</sup> Strate : communes de 20 000 à 50 000 habitants appartenant à une Communauté d'Agglomération ou une Communauté Urbaine à TPU – Source : DGCL « Les finances des communes de plus de 10 000 habitants 2006 »

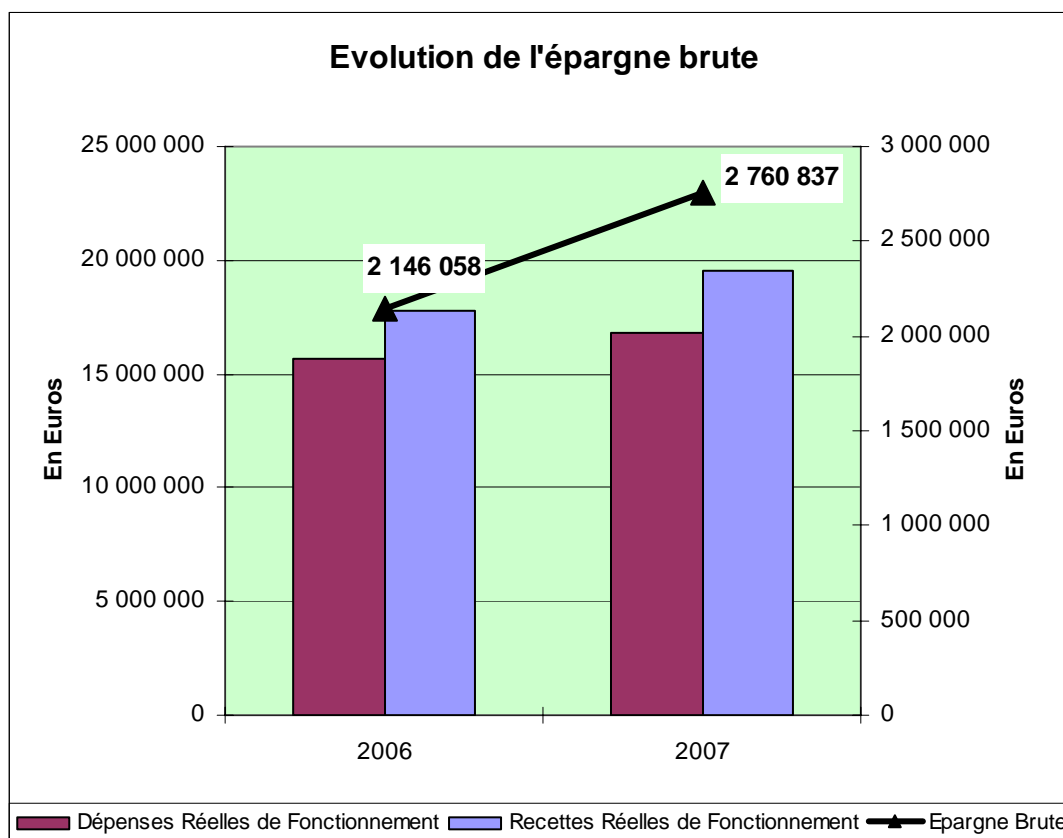
### 1.3 Analyse de la formation de l'épargne

L'analyse de la formation de l'épargne rétrospective s'articule autour des agrégats financiers stratégiques suivants :

<b>En euros</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Recettes Réelles de Fonctionnement	17 818 916	19 536 152
Dépenses Réelles de Fonctionnement	15 672 858	16 775 315
<b>Epargne Brute</b>	<b>2 146 058</b>	<b>2 760 837</b>
Remboursement du Capital des Emprunts	1 139 443	1 118 602
<b>Epargne Nette</b>	<b>1 006 615</b>	<b>1 642 235</b>

- L'épargne brute : il s'agit de l'autofinancement brut qui va couvrir le remboursement de l'annuité en capital de la dette et les éventuelles nouvelles dépenses d'équipement (travaux, acquisitions,...).
- L'épargne nette : cet agrégat correspond à la ressource disponible après financement des dépenses courantes et du service de la dette, susceptible d'être réinvestie dans les équipements et/ou le fonds de roulement.

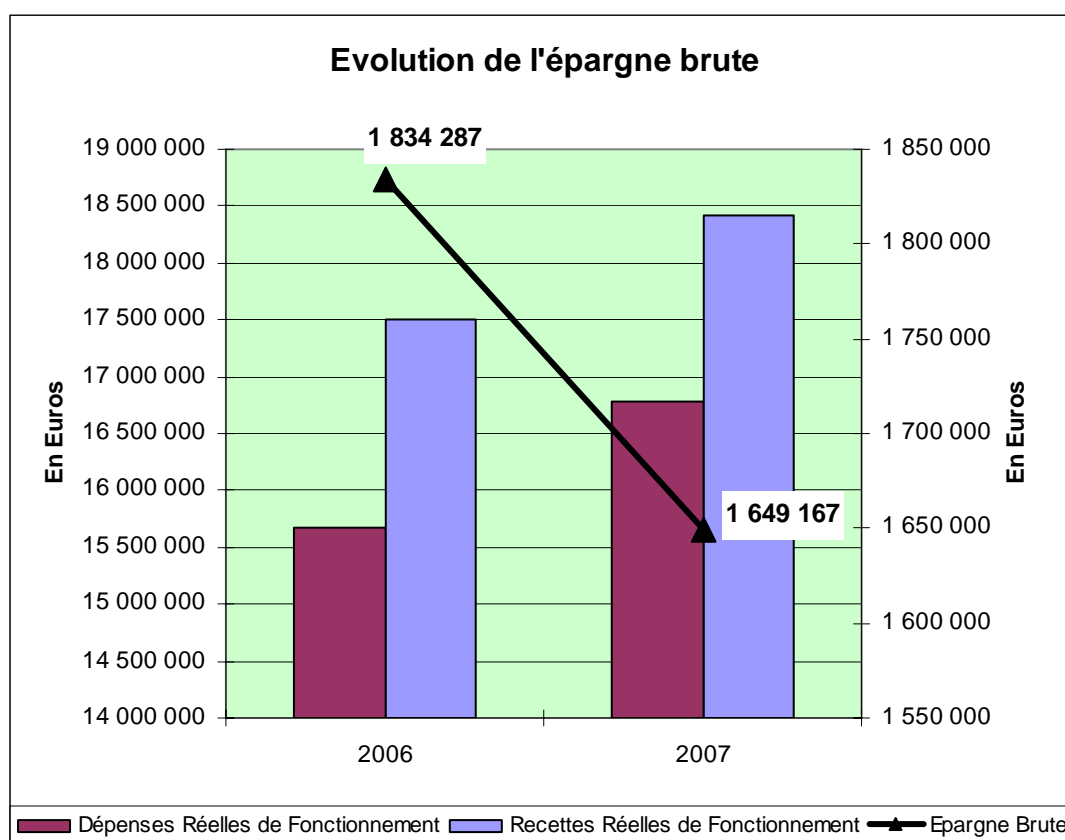
En 2007, l'épargne brute (2 760 K€) et l'épargne nette (1 642 K€) sont largement positives. Toutefois, celles-ci sont en partie composées des produits exceptionnels (indemnités liées à un contentieux) à hauteur de 826 000 €, et de reprises sur provisions à hauteur de 285 000 €.



	2006	2007
<b>Epargne Brute</b>	<b>2 146 058</b>	<b>2 760 837</b>
<b>Taux d'épargne</b>	<b>12,04%</b>	<b>14,13%</b>

- Le taux d'épargne (Epargne Brute/Recettes Réelles de Fonctionnement) de MONT SAINT AIGNAN est satisfaisant ; il est semblable à celui des communes de 20 000 à 50 000 habitants appartenant à une Communauté d'Agglomération ou Communauté Urbaine à TPU (14,4% en 2006)<sup>3</sup>.
- Cependant, dès lors où l'on neutralise les recettes à caractère strictement conjoncturel que constituent les produits exceptionnels et les reprises sur provisions (soit un total de 311 771 € en 2006 et de 1 111 670 € en 2007), le processus structurel de réduction de l'épargne apparaît (-200 000 € d'épargne brute d'une année sur l'autre) :

<b>En euros</b>	2006	2007
Recettes Réelles de Fonctionnement	17 507 145	18 424 482
Dépenses Réelles de Fonctionnement	15 672 858	16 775 315
<b>Epargne Brute</b>	<b>1 834 287</b>	<b>1 649 167</b>
Remboursement du Capital des Emprunts	1 139 443	1 118 602
<b>Epargne Nette</b>	<b>694 844</b>	<b>530 565</b>



- Le taux d'épargne de MONT SAINT AIGNAN est alors de 10,48% en 2006 et de 8,95% en 2007, sensiblement en deçà du ratio moyen national mentionné supra.

<sup>3</sup> Source : DGCL « Les finances des communes de plus de 10 000 habitants 2006 »

## 1.4 Les investissements

Une analyse des investissements des années précédentes et de leur financement (ressources propres // emprunt) est effectuée.

<b>Investissement</b> <b>En euros</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Recettes définitives d'investissement	<b>2 209 592</b>	<b>1 643 844</b>
<i>dont FCTVA</i>	511 588	503 380
<i>dont Autres</i>	1 698 004	1 140 464
Emprunt	1 280 000	620 000
Dépenses d'équipement	5 505 582	3 346 633
Remboursement du Capital des Emprunts	1 139 443	1 118 602

(Autres : Subventions, TLE)

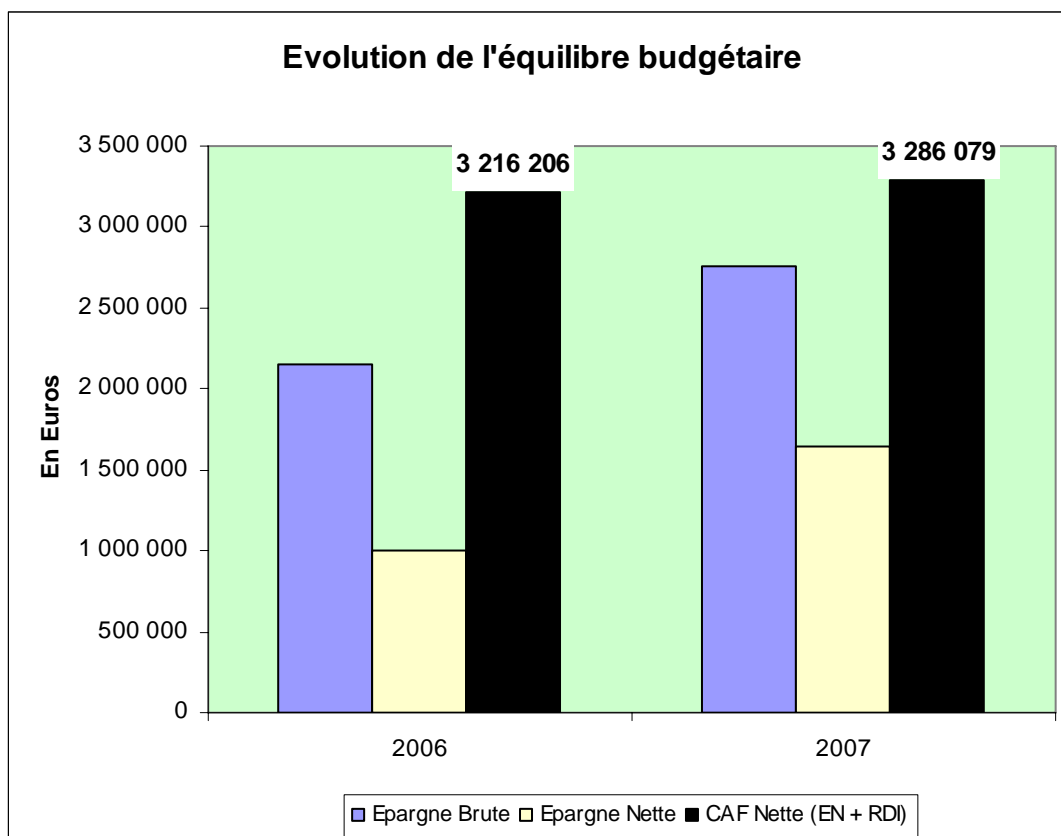
- Les dépenses d'équipement ont été importantes (notamment avec la construction de la crèche « CRESCENDO ») : près de 9 millions d'euros sur les 2 exercices.
- Le recours à l'emprunt a cependant été limité : 1,9 millions d'euros au total.

<b>En euros</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Equilibre Budgétaire</b>	<b>3 216 206</b>	<b>3 286 079</b>
Epargne Brute	2 146 058	2 760 837
Recettes définitives d'investissement	2 209 592	1 643 844
Remboursement du Capital des Emprunts	1 139 443	1 118 602
<b>Epargne Nette</b>	<b>1 006 615</b>	<b>1 642 235</b>
<b>CAF Nette (EN + RDI)</b>	<b>3 216 206</b>	<b>3 286 079</b>

EN : Epargne Nette

RDI : Recettes Définitives d'Investissement

- La capacité d'autofinancement nette (capacité de la commune à rembourser le capital de ses emprunts sur des ressources propres et à caractère définitif) reste relativement satisfaisante : 3 286 079 € en 2007.



## 1.5 Analyse de la dette

- L'état de la dette figurant au Compte Administratif est conforme au stock de dette mentionné dans le Compte de Gestion.
- A la date du 31/12/2007, l'encours apparaît équilibré quant à sa répartition entre taux fixe et taux flottants. Cependant, il y a lieu de prendre en compte le passage à taux variable dès l'échéance de 2009 d'un prêt Dexia de 7 M€ (voir également infra concernant ce contrat). En outre, il existe **2 contrats de type « produit structuré »** (c'est-à-dire reposant sur une spéculation quant à l'évolution future de la courbe des taux), donc **à risque pour la commune**; ce risque a été jusqu'à présent très largement sous estimé (et pas même identifié pour l'échéance de 2009 s'agissant du prêt DEXIA), tout reposant sur la totale confiance faite aux établissements prêteurs (Dexia et Caisse d'Epargne) en cas de retournement des marchés.<sup>4</sup>

	2006	2007
Epargne Brute	2 146 058	2 760 837
<b>Dette Ville au 31-12</b>	<b>14 668 710</b>	<b>14 170 108</b>
<b>Capacité désendettement au 31-12</b>	<b>7</b>	<b>5</b>

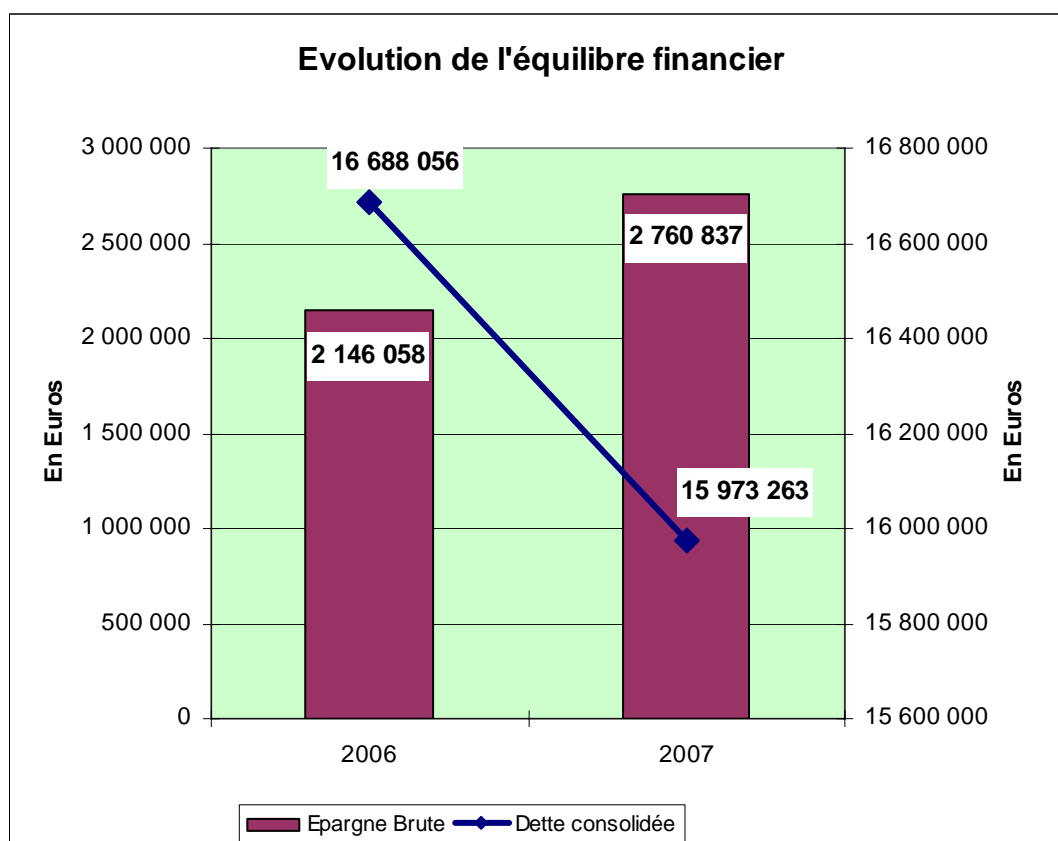
- Au 31/12/2007, la capacité de désendettement (ratio encours de dette / Epargne brute) est satisfaisante : la commune rembourse sa dette en 5 années d'épargne brute.

<sup>4</sup> Voir partie 3-2-8

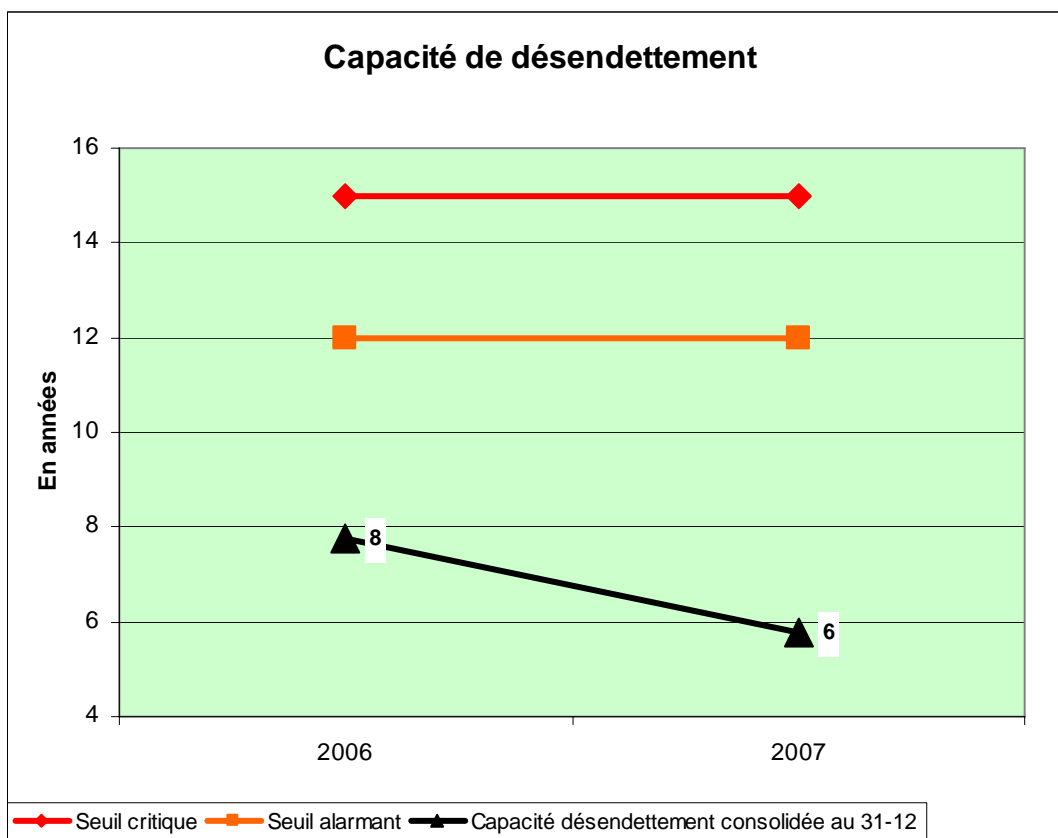
## 1.6 Budgets annexes

- Il existe 2 budget annexes : Biosciences et Eurocéane.
- Le budget Biosciences, entièrement financé par un concours du budget général, sera réintégré dans ce celui-ci à partir de 2009.
- Le budget Eurocéane fait l'objet d'une subvention d'équilibre provenant du budget général (589 582 € en 2007, 611 477 € en 2008 (budget primitif + budget supplémentaire)).
- Les budgets annexes n'impactent pas significativement la situation financière de la commune.

	2006	2007
<b>Dettes consolidées</b>	<b>16 688 056</b>	<b>15 973 263</b>
<i>Dont Dette Ville</i>	<i>14 668 710</i>	<i>14 170 108</i>
<i>Dont Dette Eurocéane</i>	<i>930 395</i>	<i>853 256</i>
<i>Dont Dette Biosciences</i>	<i>1 088 951</i>	<i>949 899</i>
<b>Capacité désendettement consolidée au 31-12</b>	<b>8</b>	<b>6</b>



*Dettes consolidées : Ville + Biosciences + Eurocéane*



*Dettes consolidées : Ville + Biosciences + Eurocéane*

## 1.7 Risque financier global

- Ce risque intègre la dette du budget Ville, la dette des budgets annexes, ainsi que les engagements hors bilan (Emprunts garantis, contrats de crédit-bail, contrats de partenariat public-privé (PPP)<sup>5</sup>, ...).

	2006	2007
<b>Approche du risque financier global (RFG)</b>	<b>24 906 362</b>	<b>23 758 386</b>
<i>Dont Dette Ville</i>	<i>14 668 710</i>	<i>14 170 108</i>
<i>Dont Dette Eurocéane</i>	<i>930 395</i>	<i>853 256</i>
<i>Dont Dette Biosciences</i>	<i>1 088 951</i>	<i>949 899</i>
<i>Dont Engagements hors bilan</i>	<i>8 218 306</i>	<i>7 785 124</i>
<b>RFG/Épargne Brute</b>	<b>12</b>	<b>9</b>

- Bien évidemment, il s'agit d'une approche théorique car le risque de voir tous les organismes pour lesquels la Ville s'est portée garant être défaillants simultanément est quasi-nul.

<sup>5</sup> La commune de Mont Saint Aignan n'a pas contracté de partenariats public-privé à ce jour.

## 1.8 Les ratios<sup>6</sup>

Les principaux ratios sont calculés et comparés à la moyenne des ratios des villes de la même strate de population.

<i>Ratios</i>	<b>Mont Saint Aignan</b>		<i>Moyenne de la strate</i>	<i>Moyenne de l'ensemble</i>
	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>	<b>2006</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement / Population</b>	737	789	1 105	1 102
<b>Recettes réelles de fonctionnement / Population</b>	838	919	1 290	1 304
<b>Dépenses d'équipement brut / Population</b>	259	157	302	311
<b>Emprunts réalisés / Population</b>	60	29	170	178
<b>Encours de la dette / Population</b>	690	666	1 054	1 038

Population de MONT SAINT AIGNAN : 21 265 habitants

Strate : communes de 20 000 à 50 000 habitants appartenant à une Communauté d'Agglomération ou une Communauté Urbaine à TPU

Ensemble : communes de plus de 10 000 habitants appartenant à une Communauté d'Agglomération ou une Communauté Urbaine à TPU

<sup>6</sup> Source : DGCL « Les finances des communes de plus de 10 000 habitants 2006 »

## 2 ANALYSE PROSPECTIVE

A partir des tableaux effectués lors de l'analyse rétrospective, une analyse prospective a été réalisée.

Avec les hypothèses d'évolution validées par la Ville de MONT SAINT AIGNAN, cette analyse prospective projette sur cinq exercices les tableaux prévisionnels de formation de l'autofinancement et de l'épargne.

### 2.1 Hypothèses

Notre objectif est de mesurer l'évolution dans le temps de divers paramètres à partir des hypothèses suivantes :

- Fonctionnement
  - o Charges
    - Inflation : augmentation annuelle de 2,5% ;
    - Charges à caractère général : augmentation annuelle équivalente à l'inflation ;
    - Charges de personnel : augmentation annuelle de 4% ;
    - Non reconduction d'une subvention exceptionnelle de 55 000 € au CCAS en 2008 ;
    - Régularisation exceptionnelle de charges patronales : - 130 000 € en 2009 ;
    - Subventions aux associations : augmentation annuelle de 2% ;
    - Impact de l'intégration des 6 CAE : 29 800 € en 2009.
  - o Produits
    - Fiscalité : augmentation annuelle de 1,6% (revalorisation nominale prévue par la LFI 2008). Les taux ne varient pas ;
    - Produits des services, du domaine et ventes diverses : augmentation annuelle de 2,5% ;
    - DSC : augmentation annuelle de 2,5 % ;
    - DGF : augmentation annuelle de 1% ;
    - Droits de mutation : 625 000 € par an ;
    - Taxe sur l'électricité : augmentation annuelle équivalente à l'inflation ;
    - Impact de l'intégration des 6 CAE : -60 000 € en 2009 ;
    - Disparition du FDPTP à partir de 2009 : -91 000 €

- Investissement
  - o Charges
    - Investissement récurrent (lié à l'entretien du patrimoine) : 1,6 M€ par an
      - ⇒ maintenance (travaux bâtiments, matériel, mobilier, véhicules) ⇒ 750 000 €/an ;
      - ⇒ voirie ⇒ 550 000 €/an ;
      - ⇒ rénovation-mise aux normes ⇒ 300 000 €/an.
  - o Produits
    - FCTVA : 15,482% ;
    - TLE : 45 000 € par an ;
    - Subventions : 2% du montant de l'investissement.
  - o Le calcul des nouveaux emprunts se fait à partir des hypothèses suivantes :
    - Taux fixe : 5% (taux au 23 septembre 2008) ;
    - Durée : 20 ans ;
    - Annuités constantes.
  - o Pour financer l'investissement récurrent à partir de 2009, nécessité de recourir à l'emprunt :
    - Emprunt 2008 : 950 000 euros ;
    - Emprunt 2010 : 1 034 000 euros ;
    - Emprunts 2011, 2012, 2013 : 1 520 000 euros chaque année.

## 2.2 Scenario « fil de l'eau » : Résultats

2008 – 2013

### DIAGNOSTIC

- Une situation fragile ;
- Une dégradation des équilibres financiers ;
- Une rupture de l'équilibre budgétaire en 2011.

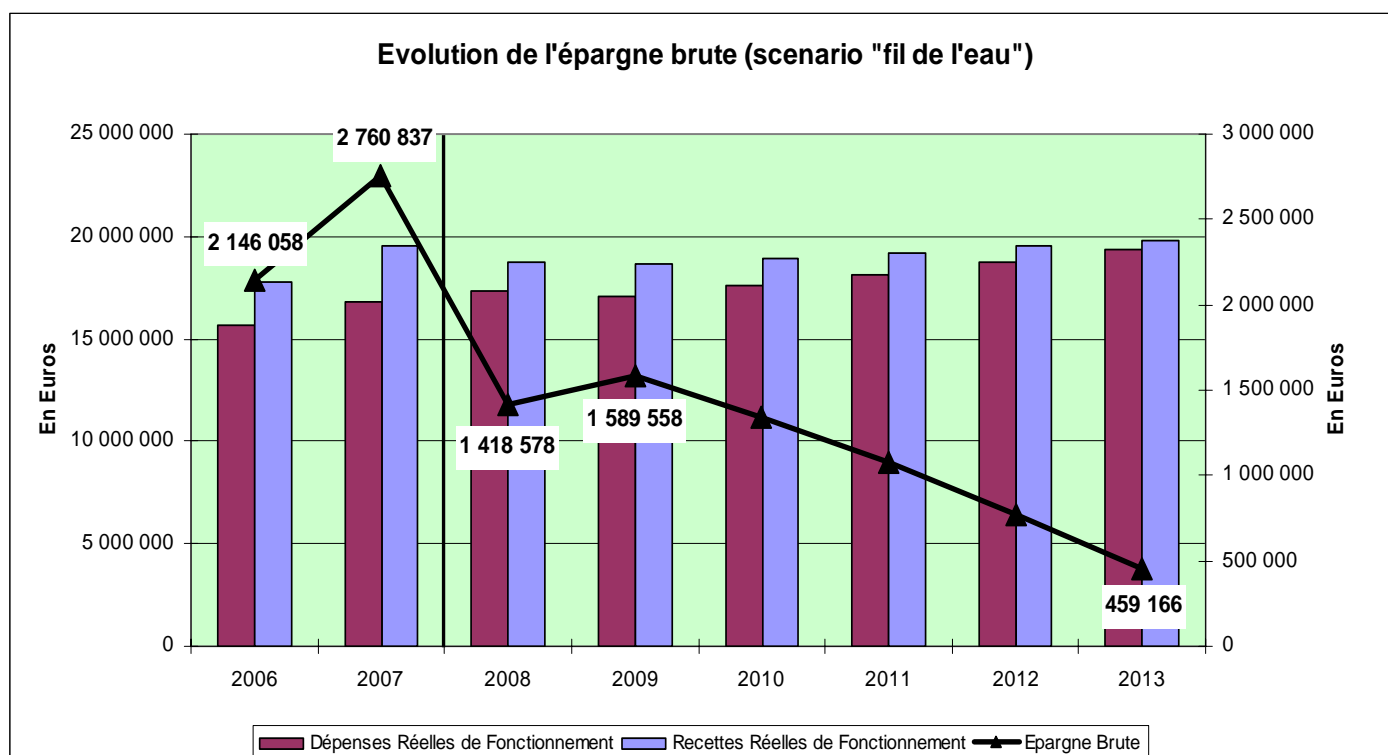
**L'exercice 2008 marque une dégradation sensible des équilibres financiers :**

- L'épargne chute (-1,3 M € par rapport à 2007) : elle ne représente plus que 7,5% des RRF ;

- L'épargne nette en subit le contrecoup : elle est à peine positive (100 K€). MONT SAINT AIGNAN ne dispose plus d'aucune capacité d'autofinancement de ses dépenses d'équipement ;
- La capacité de désendettement se détériore : elle s'établit à 10 années d'épargne.

Le scénario « fil de l'eau » fait apparaître une situation financière fragile et en dégradation constante :

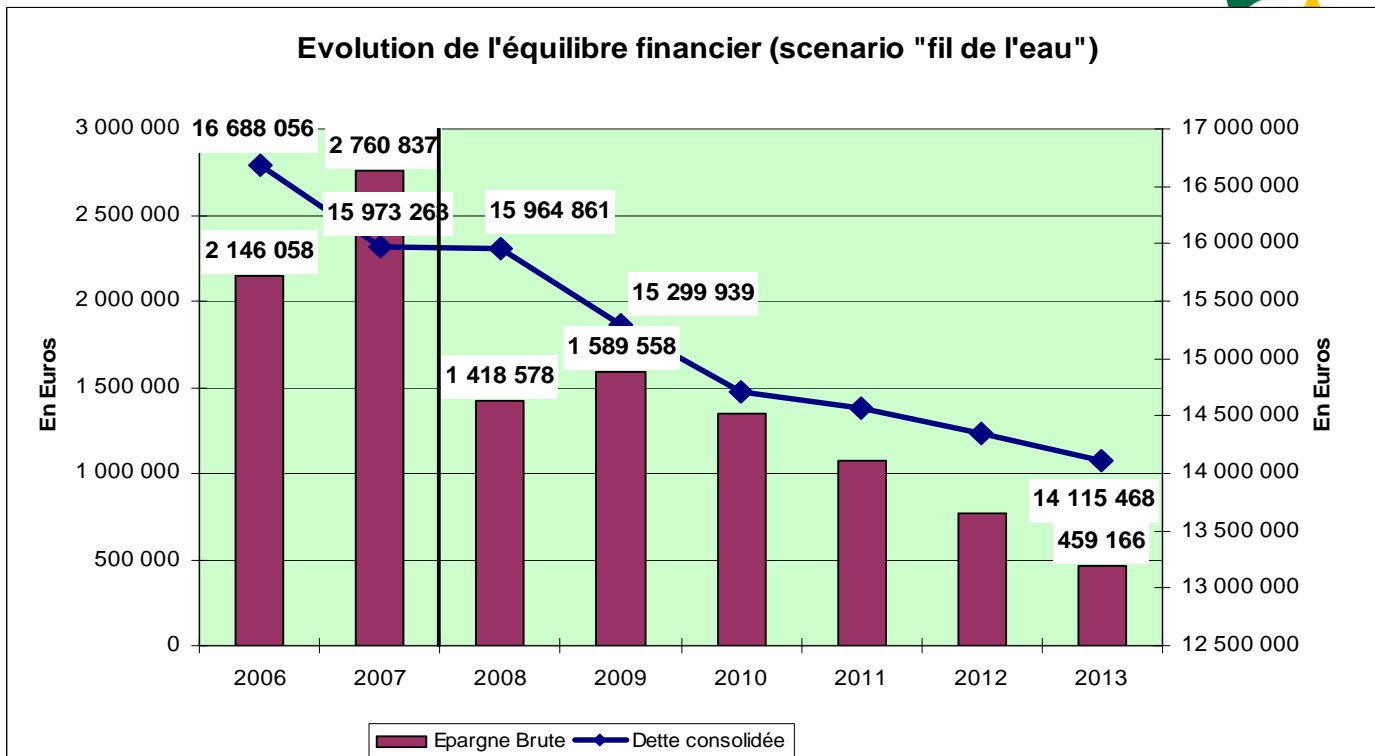
- Les charges de fonctionnement progressent en moyenne à un rythme (2,34% par an) deux fois supérieur à celui des recettes (1,14% par an).
- Les dépenses de personnel qui constituaient 55% des DRF en 2007, en représentent 60% en 2013.



- L'épargne brute se tasse. Elle régresse de 350 K€ par an à partir de 2010 : alors qu'elle représentait 14% des RRF en 2007 (2,7 M€), elle n'en représente plus que 7% en 2010 (1,3 M€) et 2% en 2013 (0,5 M€).

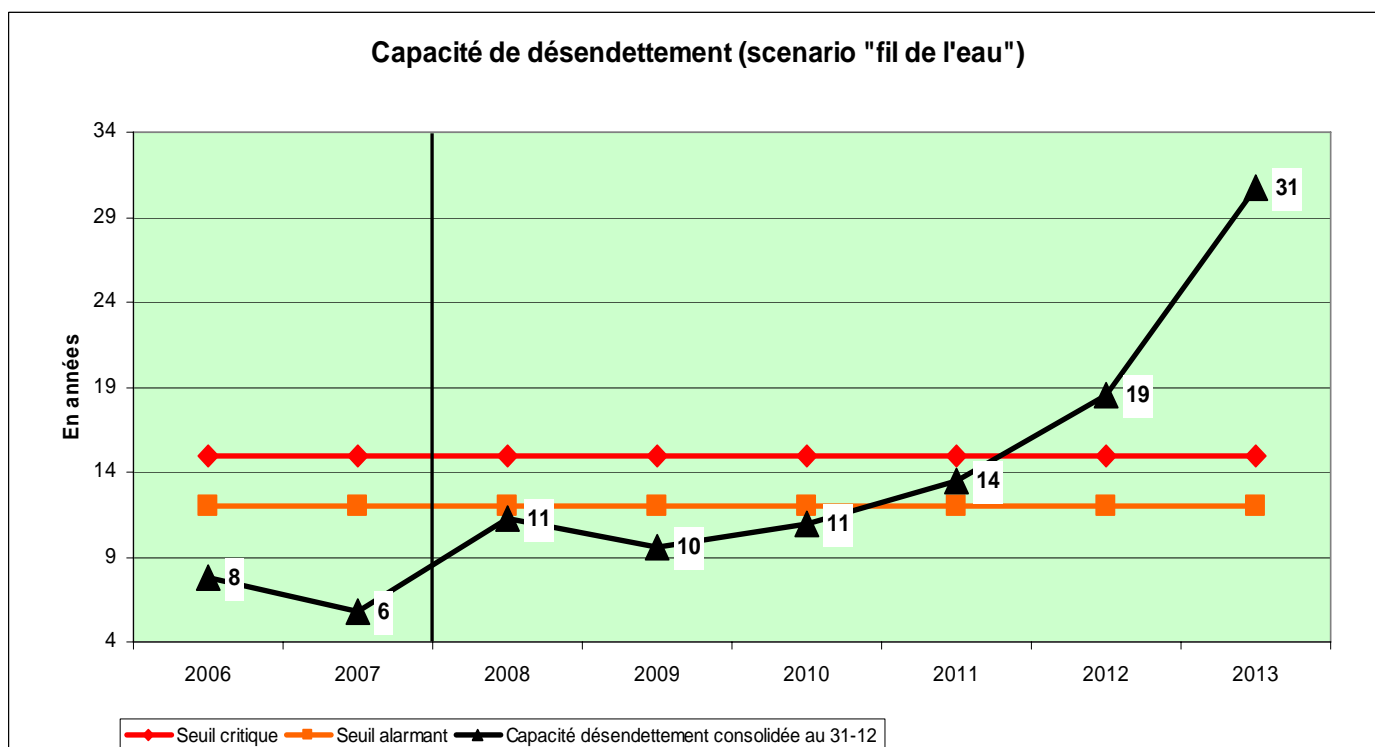


### Evolution de l'équilibre financier (scenario "fil de l'eau")



- A partir de 2009, l'épargne nette est quasi-nulle puis négative jusqu'à la fin de la période (-1,2 M€ en 2013). Dès lors, les dépenses d'équipement sont quasi-intégralement financées par recours à l'emprunt. Ce faisant, alors qu'il aurait dû naturellement décroître, l'encours de dette se maintient autour de 14 M€ sur l'ensemble de la période.
- La capacité de désendettement se détériore : elle était de 5 années en 2007, elle passe à 10 années en 2010 et 30 années en 2013 (11 années en 2010 et 31 années en 2013 avec consolidation de la dette).

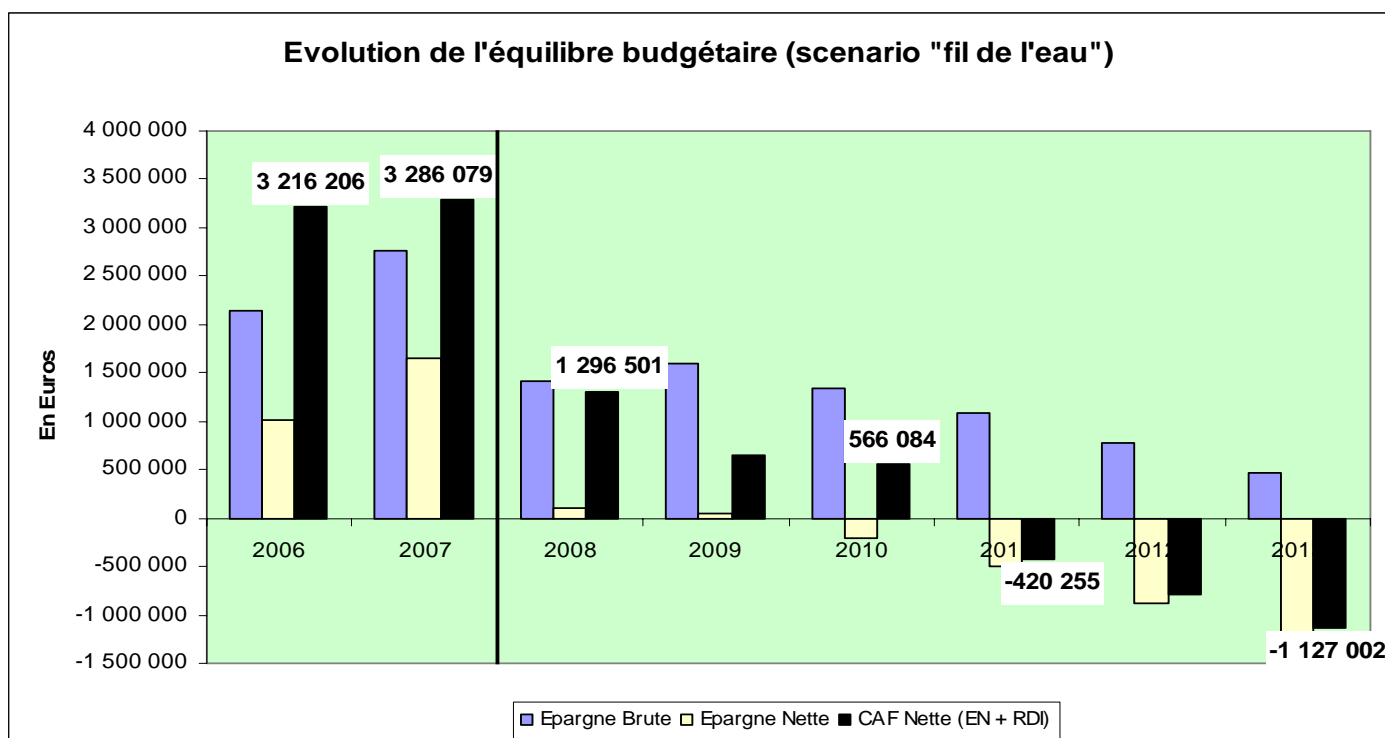
### Capacité de désendettement (scenario "fil de l'eau")



- L'équilibre réel du budget est rompu à partir de 2011 (la commune n'est plus en mesure de rembourser le capital de ses emprunts sur des ressources propres et à caractère définitif).
- Il n'y a plus de fonds de roulement disponible à partir de 2009.

En euros	2006	2007	2008	2009
Variation du fonds de roulement	-1 009 376	559 445	-1 674 338	-21
Fonds de roulement initial	1 924 176	914 801	1 474 246	
Fonds de roulement final	914 800	1 474 246	-200 092	-21

- La commune ne dispose d'aucune marge pour financer des équipements supplémentaires.



- Scenario « fil de l'eau »

En euros	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008-13
<b>Recettes Réelles de Fonctionnement</b>	<b>18 717 186</b>	<b>18 679 214</b>	<b>18 947 955</b>	<b>19 221 427</b>	<b>19 499 718</b>	<b>19 782 922</b>	<b>1,14%</b>
73 - Impôts et taxes hors dotations interco	10 653 189	10 790 422	10 955 315	11 122 913	11 293 261	11 466 404	1,53%
Dotations Interco	386 000	395 650	405 541	415 680	426 072	436 724	2,63%
74 - Dotations, subventions, participations	5 681 690	5 579 479	5 629 405	5 680 008	5 731 301	5 783 293	0,36%
70 - Produits des services, du domaine et v	1 511 610	1 547 658	1 586 349	1 626 008	1 666 658	1 708 325	2,60%
77 - Produits exceptionnels hors cession	118 900	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	-19,50%
78 - Reprises sur Amortissements et Provisions							
Divers autres produits	365 797	363 005	368 345	373 817	379 427	385 177	1,06%
<b>Dépenses Réelles de Fonctionnement</b>	<b>17 298 608</b>	<b>17 089 656</b>	<b>17 604 449</b>	<b>18 143 912</b>	<b>18 726 137</b>	<b>19 323 756</b>	<b>2,34%</b>
011 - Charges à caractère général	4 441 084	4 552 112	4 665 914	4 782 562	4 902 126	5 024 679	2,63%
012 - Charges de personnel	9 630 155	9 909 961	10 306 360	10 718 614	11 147 359	11 593 253	4,08%
66 - Frais financiers	595 500	662 191	640 256	623 899	630 498	631 947	1,22%
65 - Autres charges de gestion courante	2 172 318	1 962 393	1 988 919	2 015 837	2 043 154	2 070 876	-0,93%
67 - Charges exceptionnelles	20 101	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	-17,02%
68 - Dotations aux Amortissements et Provi	439 450						
Charges de Personnel / DRF	55,67%	57,99%	58,54%	59,08%	59,53%	59,99%	
<b>Epargne Brute</b>	<b>1 418 578</b>	<b>1 589 558</b>	<b>1 343 507</b>	<b>1 077 515</b>	<b>773 581</b>	<b>459 166</b>	<b>-13,53%</b>
Taux d'épargne	7,58%	8,51%	7,09%	5,61%	3,97%	2,32%	
<b>Investissement</b>							
Recettes définitives d'investissement	<b>1 187 924</b>	<b>595 126</b>	<b>771 678</b>	<b>78 620</b>	<b>79 461</b>	<b>80 322</b>	<b>-18,65%</b>
dont FCTVA	880 488	518 126	693 878	0	0	0	-20,00%
dont Autres	307 436	77 000	77 800	78 620	79 461	80 322	-14,77%
Emprunt	1 511 000	950 000	1 034 000	1 520 000	1 520 000	1 520 000	0,12%
Dépenses d'équipement	4 481 840	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	-12,86%
Remboursement du Capital des Emprunts	1 310 000	1 534 705	1 549 101	1 576 390	1 650 574	1 666 490	5,44%
<b>Epargne Nette</b>	<b>108 578</b>	<b>54 853</b>	<b>-205 595</b>	<b>-498 875</b>	<b>-876 993</b>	<b>-1 207 324</b>	<b>-242,39%</b>
<b>Dettes Ville au 31-12</b>	<b>14 383 515</b>	<b>14 605 000</b>	<b>14 089 503</b>	<b>14 032 689</b>	<b>13 901 692</b>	<b>13 754 719</b>	<b>-0,87%</b>
<b>Capacité désendettement au 31-12</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>39,09%</b>
<b>Dettes consolidées</b>	<b>15 964 861</b>	<b>15 299 939</b>	<b>14 703 166</b>	<b>14 563 598</b>	<b>14 348 314</b>	<b>14 115 468</b>	<b>-2,32%</b>
Dont Dette Ville	14 383 515	14 605 000	14 089 503	14 032 689	13 901 692	13 754 719	-0,87%
Dont Dette Eurocéane	774 787	694 939	613 664	530 909	446 622	360 749	-10,69%
Dont Dette Biosciences	806 560						-20,00%
<b>Capacité désendettement consolidée au</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>31</b>	<b>34,63%</b>
<b>Approche du risque financier global (RF)</b>	<b>23 337 548</b>	<b>22 302 314</b>	<b>21 377 352</b>	<b>20 951 721</b>	<b>20 492 497</b>	<b>20 057 835</b>	<b>-2,81%</b>
Dont Dette Ville	14 383 515	14 605 000	14 089 503	14 032 689	13 901 692	13 754 719	-0,87%
Dont Dette Eurocéane	774 787	694 939	613 664	530 909	446 622	360 749	-10,69%
Dont Dette Biosciences	806 560	0	0	0	0	0	-20,00%
Engagements hors bilan	7 372 687	7 002 374	6 674 186	6 388 122	6 144 183	5 942 368	-3,88%
<b>RFG/EB</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>26</b>	<b>44</b>	<b>33,11%</b>
Dettes Biosciences réintégrées dans le Budget Général à partir de 2009	Les frais d'actes et de contentieux passent de 692 K euros en 2007 à 150 K euros en 2008 (- 550 K)		Réintégration de Biosciences (fin de la participation du Budget Général à ce budget annexe)				
<b>Approche du risque financier global (RF)</b>	<b>23 337 548</b>	<b>22 302 314</b>	<b>21 377 352</b>	<b>20 951 721</b>	<b>20 492 497</b>	<b>20 057 835</b>	<b>-2,81%</b>
<b>RFG/EB</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>26</b>	<b>44</b>	<b>33,11%</b>
Seuil critique	15	15	15	15	15	15	
Seuil alarmant	12	12	12	12	12	12	
<b>Equilibre Budgétaire</b>	<b>1 296 501</b>	<b>649 979</b>	<b>566 084</b>	<b>-420 255</b>	<b>-797 532</b>	<b>-1 127 002</b>	<b>-37,39%</b>
Epargne Brute	1 418 578	1 589 558	1 343 507	1 077 515	773 581	459 166	-13,53%
Recettes définitives d'investissement	1 187 924	595 126	771 678	78 620	79 461	80 322	-18,65%
Remboursement du Capital des Emprunts	1 310 000	1 534 705	1 549 101	1 576 390	1 650 574	1 666 490	5,44%
<b>Epargne Nette</b>	<b>108 578</b>	<b>54 853</b>	<b>-205 595</b>	<b>-498 875</b>	<b>-876 993</b>	<b>-1 207 324</b>	<b>-242,39%</b>
<b>CAF Nette (EN + RDI)</b>	<b>1 296 501</b>	<b>649 979</b>	<b>566 084</b>	<b>-420 255</b>	<b>-797 532</b>	<b>-1 127 002</b>	<b>-37,39%</b>
Variation du fonds de roulement	-1 674 338	-21					
<b>Fonds de roulement initial</b>	<b>1 474 246</b>						
<b>Fonds de roulement final</b>	<b>-200 092</b>	<b>-21</b>					

A partir de ce diagnostic, doivent être envisagées les solutions permettant à minima le retour à l'équilibre budgétaire. Les leviers d'action testés :

- **Agir sur les charges :**
  - o Annuité de la dette ;
  - o Charges de personnel.
  
- **Agir sur les ressources :**
  - o Fiscalité.

## 2.3 Agir sur les charges

### 2.3.1 Agir sur les charges : Annuité de la dette

Une réduction de 10% de l'annuité de dette globale (remboursement du capital et des intérêts) a été testée : on soulage la charge budgétaire de 200 000 euros.

Ce test permet simplement d'approcher de façon strictement théorique l'effet qu'aurait un reprofilage de remboursement de la dette sur l'équilibre budgétaire.

➤ **Résultat : cette mesure ne permet pas de rétablir l'équilibre budgétaire en 2011.**

En euros		2009	2010	2011	2012	2013
Scénario « fil de l'eau »	Épargne Nette	54 853	-205 595	-498 875	-876 993	-1 207 324
	<b>CAF Nette (EN + RDI)</b>	<b>649 979</b>	<b>566 084</b>	<b>-420 255</b>	<b>-797 532</b>	<b>-1 127 002</b>
Avec réduction de l'annuité de la dette	Épargne Nette	254 853	-5 595	-298 875	-676 993	-1 007 324
	<b>CAF Nette (EN + RDI)</b>	<b>849 979</b>	<b>766 084</b>	<b>-220 255</b>	<b>-597 532</b>	<b>-927 002</b>

CAF : Capacité d'autofinancement

EN : Epargne Nette

RDI : Recettes Définitives d'Investissement

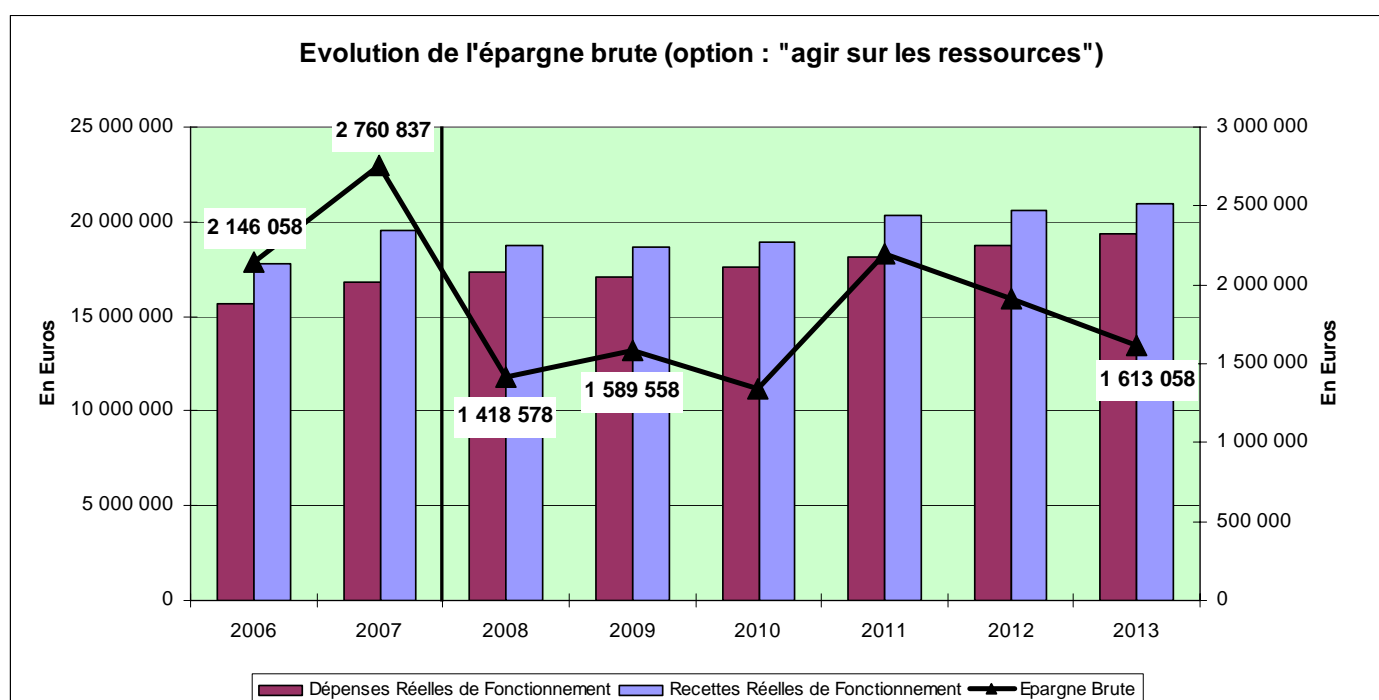
### 2.3.2 Agir sur les charges de personnel

- Entre 2008 et 2013, en volume, les charges de personnel évoluent de 9,6 M€ à 11,6 M€.
- En 2013, elles représentent 60% des Dépenses Réelles de Fonctionnement.
- Le retour à l'équilibre en 2013 imposerait de faire passer les charges de personnel de 60 % des DRF à un taux n'excédant pas 52%. Ce scénario, qui impliquerait dès maintenant une forte réduction des effectifs, **est totalement irréaliste.**

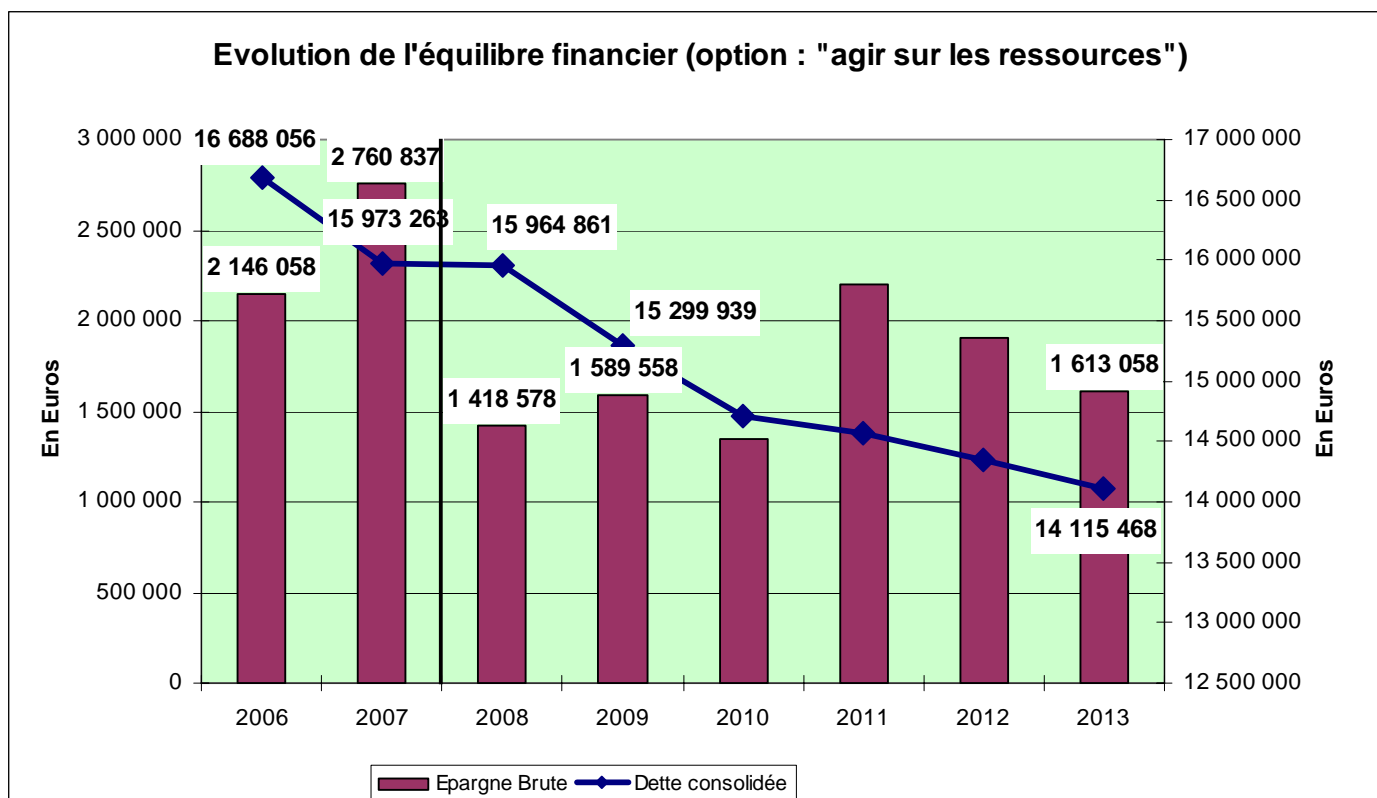
## 2.4 Agir sur les ressources

### 2.4.1 Agir sur les ressources : La Fiscalité

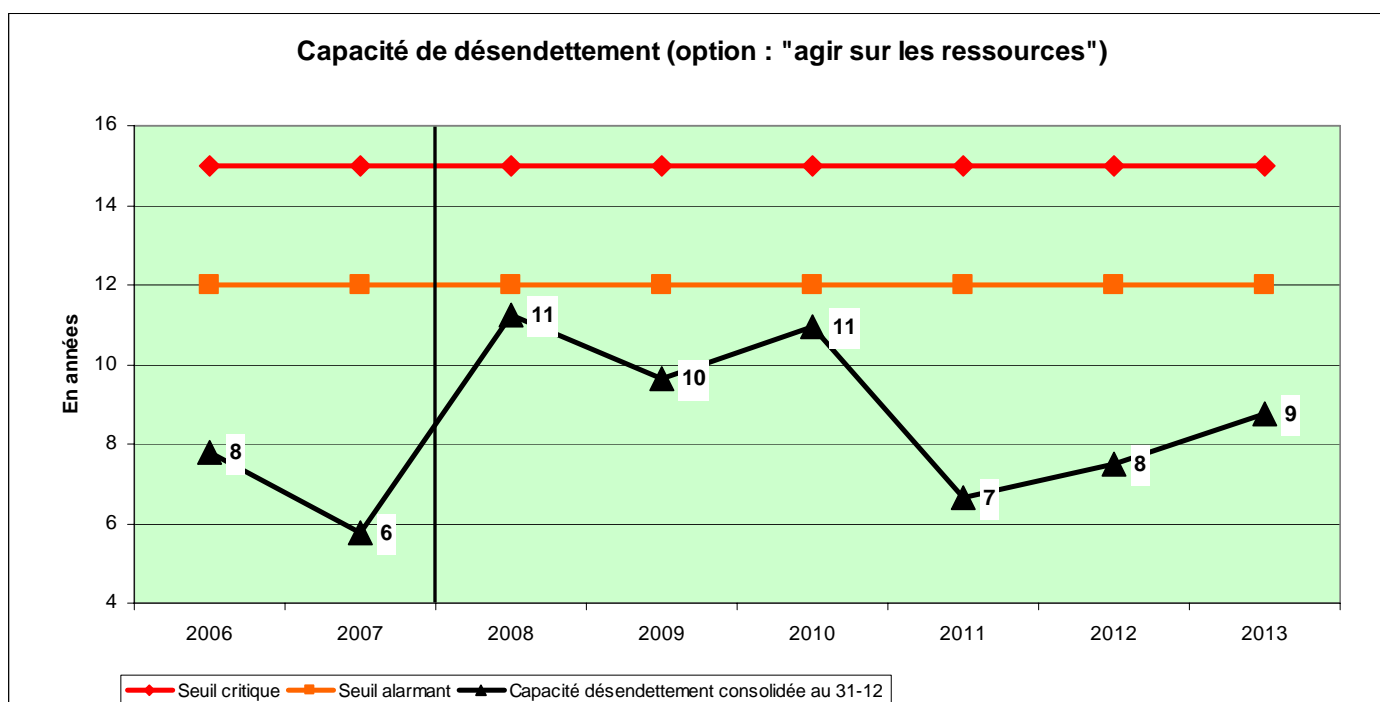
- Dans un contexte atone des concours financiers de l'État, du marché de l'immobilier, et des ressources en provenance de l'intercommunalité, le seul levier d'action disponible pour la commune repose sur la fiscalité locale (9,69 millions d'€ en 2008).
- Le rétablissement d'une situation financière saine et équilibrée sur l'ensemble de la période impliquerait une hausse globale des taux d'imposition des 3 taxes locales de 11% en 2011.



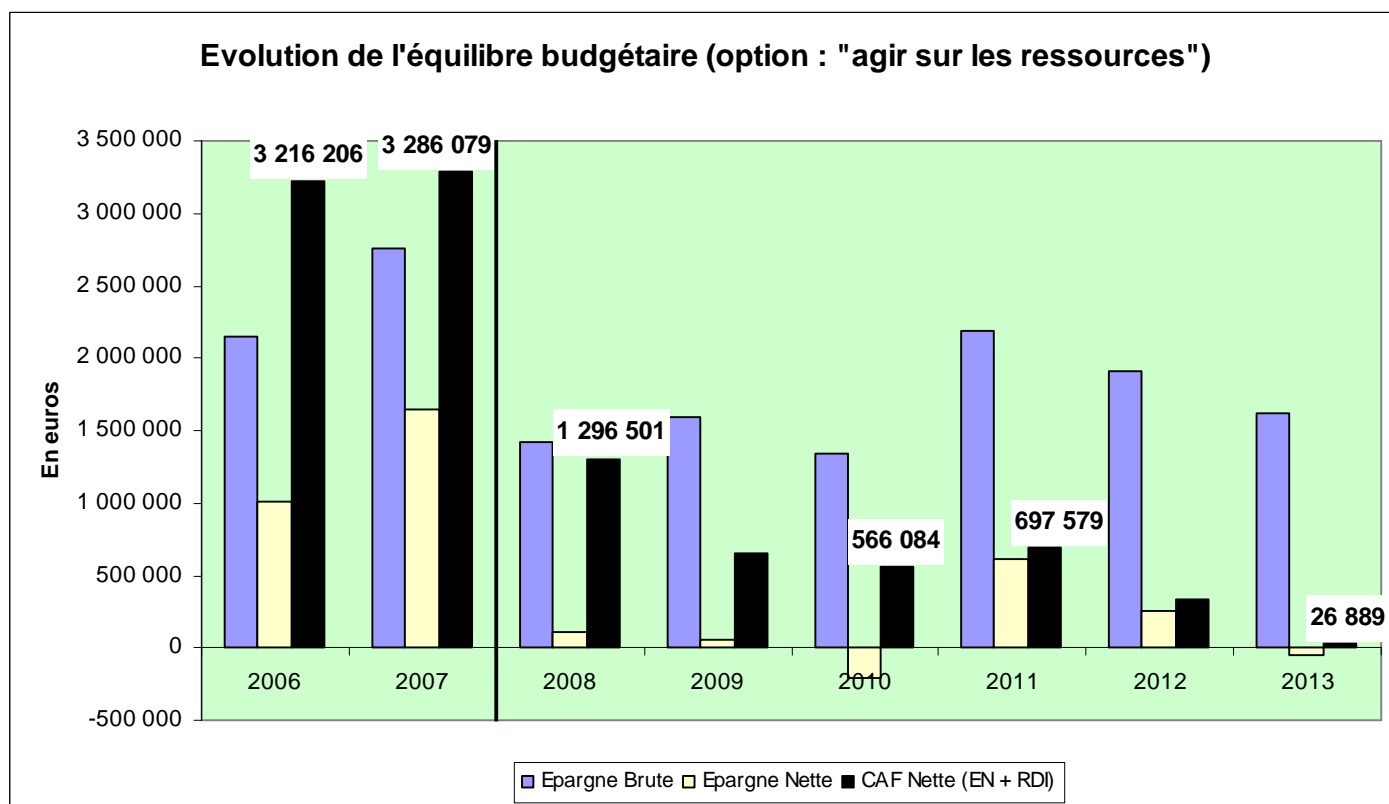
- Dès lors :
  - o L'épargne brute représente entre 7 et 10% des RRF ;



- o La capacité de désendettement se redresse sensiblement : elle s'établit à 9 ans en fin de période ;



- L'équilibre réel du budget est assuré jusqu'à la fin de la période (fragile en 2013) ;



- Mont Saint Aignan disposerait en outre d'une capacité d'investissement complémentaire de 880 K€.
- *Un point de fiscalité* représente un produit supplémentaire de 100 000 € :
  - 100 000 € disponibles autorisent la mobilisation d'un emprunt de 1,2 M€ (sur 20 années, à 5%).

➤ **Projection des taux d'imposition 2011 :**

	<b>TH</b>	<b>TFB</b>	<b>TFNB</b>
Taux votés en 2008	13,60 %	23,95 %	42,64 %
<b>Taux projetés 2011</b>	<b>15,10 %</b>	<b>26,58 %</b>	<b>47,33 %</b>
Taux moyens communaux de 2007 au niveau national	14,48 %	18,60 %	44,43 %
Taux moyens communaux de 2007 au niveau départemental	15,39 %	24,24 %	38,72 %
Taux plafonds 2008	38,48 %	60,60 %	111,08 %

- En 2005, le revenu net imposable par foyer fiscal à Mont Saint Aignan (26 070 €) est supérieur à celui du Département de Seine-Maritime (15 939 €).
- La médiane du revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2005 (23 135 €) à Mont Saint Aignan est supérieure à la moyenne départementale (15 835 €).

- Option « agir sur les ressources

En euros	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008-13
<b>Recettes Réelles de Fonctionnement</b>	<b>18 717 186</b>	<b>18 679 214</b>	<b>18 947 955</b>	<b>20 339 261</b>	<b>20 635 438</b>	<b>20 936 814</b>	<b>2,37%</b>
73 - Impôts et taxes hors dotations interco	10 653 189	10 790 422	10 955 315	12 240 748	12 428 981	12 620 296	3,69%
Dotations Interco	386 000	395 650	405 541	415 680	426 072	436 724	2,63%
74 - Dotations, subventions, participations	5 681 690	5 579 479	5 629 405	5 680 008	5 731 301	5 783 293	0,36%
70 - Produits des services, du domaine et v	1 511 610	1 547 658	1 586 349	1 626 008	1 666 658	1 708 325	2,60%
77 - Produits exceptionnels hors cession	118 900	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	-19,50%
78 - Reprises sur Amortissements et Provisions							
Divers autres produits	365 797	363 005	368 345	373 817	379 427	385 177	1,06%
<b>Dépenses Réelles de Fonctionnement</b>	<b>17 298 608</b>	<b>17 089 656</b>	<b>17 604 449</b>	<b>18 143 912</b>	<b>18 726 137</b>	<b>19 323 756</b>	<b>2,34%</b>
011 - Charges à caractère général	4 441 084	4 552 112	4 665 914	4 782 562	4 902 126	5 024 679	2,63%
012 - Charges de personnel	9 630 155	9 909 961	10 306 360	10 718 614	11 147 359	11 593 253	4,08%
66 - Frais financiers	595 500	662 191	640 256	623 899	630 498	631 947	1,22%
65 - Autres charges de gestion courante	2 172 318	1 962 393	1 988 919	2 015 837	2 043 154	2 070 876	-0,93%
67 - Charges exceptionnelles	20 101	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	-17,02%
68 - Dotations aux Amortissements et Provi	439 450						
Charges de Personnel / DRF	55,67%	57,99%	58,54%	59,08%	59,53%	59,99%	
<b>Epargne Brute</b>	<b>1 418 578</b>	<b>1 589 558</b>	<b>1 343 507</b>	<b>2 195 349</b>	<b>1 909 301</b>	<b>1 613 058</b>	<b>2,74%</b>
Taux d'épargne	7,58%	8,51%	7,09%	10,79%	9,25%	7,70%	
<b>Investissement</b>							
Recettes définitives d'investissement	<b>1 187 924</b>	<b>595 126</b>	<b>771 678</b>	<b>78 620</b>	<b>79 461</b>	<b>80 322</b>	<b>-18,65%</b>
dont FCTVA	880 488	518 126	693 878	0	0	0	-20,00%
dont Autres	307 436	77 000	77 800	78 620	79 461	80 322	-14,77%
Emprunt	1 511 000	950 000	1 034 000	1 520 000	1 520 000	1 520 000	0,12%
Dépenses d'équipement	4 481 840	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	-12,86%
Remboursement du Capital des Emprunts	1 310 000	1 534 705	1 549 101	1 576 390	1 650 574	1 666 490	5,44%
<b>Epargne Nette</b>	<b>108 578</b>	<b>54 853</b>	<b>-205 595</b>	<b>618 959</b>	<b>258 727</b>	<b>-53 433</b>	<b>-29,84%</b>
<b>Dettes Ville au 31-12</b>	<b>14 383 515</b>	<b>14 605 000</b>	<b>14 089 503</b>	<b>14 032 689</b>	<b>13 901 692</b>	<b>13 754 719</b>	<b>-0,87%</b>
<b>Capacité désendettement au 31-12</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>-3,18%</b>
<b>Dettes consolidées</b>	<b>15 964 861</b>	<b>15 299 939</b>	<b>14 703 166</b>	<b>14 563 598</b>	<b>14 348 314</b>	<b>14 115 468</b>	<b>-2,32%</b>
Dont Dette Ville	14 383 515	14 605 000	14 089 503	14 032 689	13 901 692	13 754 719	-0,87%
Dont Dette Eurocéane	774 787	694 939	613 664	530 909	446 622	360 749	-10,69%
Dont Dette Biosciences	806 560						-20,00%
<b>Capacité désendettement consolidée au</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>-4,45%</b>
<b>Approche du risque financier global (RFG)</b>	<b>23 337 548</b>	<b>22 302 314</b>	<b>21 377 352</b>	<b>20 951 721</b>	<b>20 492 497</b>	<b>20 057 835</b>	<b>-2,81%</b>
Dont Dette Ville	14 383 515	14 605 000	14 089 503	14 032 689	13 901 692	13 754 719	-0,87%
Dont Dette Eurocéane	774 787	694 939	613 664	530 909	446 622	360 749	-10,69%
Dont Dette Biosciences	806 560	0	0	0	0	0	-20,00%
Engagements hors bilan	7 372 687	7 002 374	6 674 186	6 388 122	6 144 183	5 942 368	-3,88%
<b>RFG/EB</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>-4,88%</b>
Dettes Biosciences réintégrées dans le Budget Général à partir de 2009	Les frais d'actes et de contentieux passent de 692 K euros en 2007 à 150 K euros en 2008 (- 550 K)		Réintégration de Biosciences (fin de la participation du Budget Général à ce budget annexe)				
<b>Approche du risque financier global (RFG)</b>	<b>23 337 548</b>	<b>22 302 314</b>	<b>21 377 352</b>	<b>20 951 721</b>	<b>20 492 497</b>	<b>20 057 835</b>	<b>-2,81%</b>
<b>RFG/EB</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>-4,88%</b>
Seuil critique	15	15	15	15	15	15	
Seuil alarmant	12	12	12	12	12	12	
<b>Equilibre Budgétaire</b>	<b>1 296 501</b>	<b>649 979</b>	<b>566 084</b>	<b>697 579</b>	<b>338 188</b>	<b>26 889</b>	<b>-19,59%</b>
Epargne Brute	1 418 578	1 589 558	1 343 507	2 195 349	1 909 301	1 613 058	2,74%
Recettes définitives d'investissement	1 187 924	595 126	771 678	78 620	79 461	80 322	-18,65%
Remboursement du Capital des Emprunts	1 310 000	1 534 705	1 549 101	1 576 390	1 650 574	1 666 490	5,44%
<b>Epargne Nette</b>	<b>108 578</b>	<b>54 853</b>	<b>-205 595</b>	<b>618 959</b>	<b>258 727</b>	<b>-53 433</b>	<b>-29,84%</b>
<b>CAF Nette (EN + RDI)</b>	<b>1 296 501</b>	<b>649 979</b>	<b>566 084</b>	<b>697 579</b>	<b>338 188</b>	<b>26 889</b>	<b>-19,59%</b>
Variation du fonds de roulement	-1 674 338	-21					
<b>Fonds de roulement initial</b>	<b>1 474 246</b>						
<b>Fonds de roulement final</b>	<b>-200 092</b>	<b>-21</b>					

### Contrat Dexia TOFIX FIXMS (7,35 M €)

#### Taux post fixé

Condition 1 : si CMS 30 ans - CMS 2 ans  $\geq$  0,20%  
 Condition 2 : si CMS 30 ans - CMS 2 ans  $<$  0,20%

4,19% (taux fixe)  
 8,62% - 5\*(CMS 30 - CMS 2), soit

8,62% - 5 fois la différence entre CMS 30 et CMS 2

au 23/09/2008

CMS 30 = 4,956  
 CMS 2 = 4,942  
 Différence 0,014

#### Condition 2 : option la plus favorable

CMS 30 ans - CMS 2 ans  $<$  0,20%  
 différence la plus favorable 0,199

taux minimum 7,625

#### taux projeté au 23/09/2008

taux figurant au TA du prêt échéance 01/05/2009  
 intérêts figurant au TA du prêt échéance 01/05/2009

4,19  
 295 916 €

#### intérêts projetés sur base taux 23/09/2008

603 838 €

#### solde à financer

307 922 €

intérêts projetés 01/05/2009 538 510 €

solde à financer 242 594 €

Remboursement anticipé  
 moyennant indemnité de marché  
 immédiatement exigible

### Contrat CE BONIFIX (2,02 M €)

#### Taux post fixé

Condition 1 : si Libor USD 12 mois  $\leq$  6%  
 Condition 2 : si Libor USD 12 mois  $>$  6% ou 6,25%

4,18%  
 Libor USD 12 mois sec

au 23/09/2008

Libor USD 12 mois  
 taux appliqué en vertu du contrat  
 surcoût payé par la commune

3,536  
 4,18  
 0,644

#### surcoût corrigé d'une marge 0,10%

0,85

Remboursement anticipé  
 moyennant indemnité de marché  
 immédiatement exigible